ASSEMBLÉE NATIONALE

1er mars 2019

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES - (N° 1662)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 222

présenté par
Mme Lorho et Mme Ménard

ARTICLE 2

À la première phrase de l'alinéa 2, substituer aux mots :

« en articulation avec »

les mots :

« sous le contrôle de ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'intitulé de cette agence ne doit pas nous faire oublier que l'objectif est d'améliorer le développement des territoires locaux et non de les priver des possibilités qui sont les leurs en matière de développement et d'aménagement.

Il me semble donc nécessaire de prévoir un garde-fou afin d'anticiper les éventuels abus d'une telle agence au sein des collectivités. Elle ne doit pas être l'intermédiaire de l'État dont l'objectif serait de priver les collectivités de leurs prérogatives en matière d'aménagement des territoires.

L'Agence Nationale de la Cohésion du Territoire ne doit pas être le missi dominici de l'État destiné à mettre en application un programme politique en faisant fi des élus locaux et de leurs prérogatives.